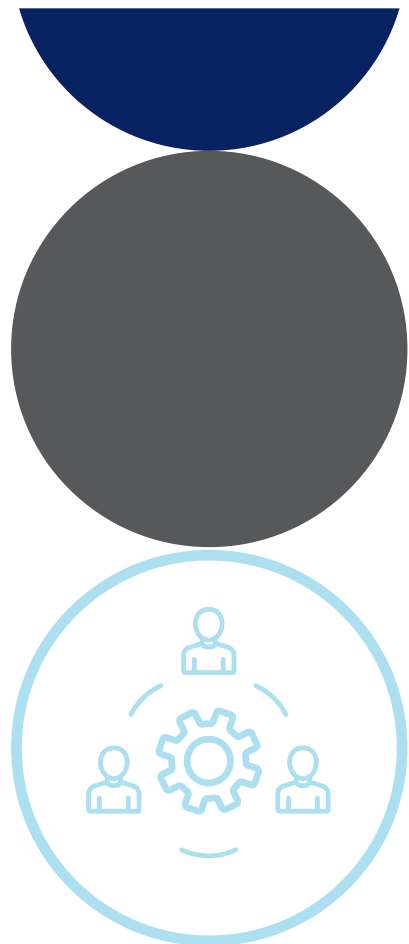


Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME ET TROISIÈME GROUPES D'OPPOSITION



Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU ORGANISME RÉPONDANT	PAGE
QP2-001	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.		5
QP2-002	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial» Inclure les études et rapports produits par ce comité.		6
QP2-003	Le nombre de plaintes alléguant du racisme, de la discrimination ou du profilage racial reçues par la Commission de déontologie policière pour l'année écoulée. Ventiler par corps policiers et par type de plaintes.	COMDP	-
QP2-004	Nombre de plaintes reçues par la Commission de déontologie policière concernant une interpellation policière. Détaillez le type d'interpellation	COMDP	-
QP2-005	Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe		7
QP2-006	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.		9
QP2-007	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée pour lutter contre la circulation des armes à feu et aux crimes qui y sont liés.	QP1-030, QP1-031, QP1-032, QP1-033, QP1-034	-
QP2-008	Le nombre d'armes à feu qui ont été saisi par les corps policiers au Québec dans les trois dernières années écoulées.	QP3-039	-
QP2-009	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS).		11

QP2-010	Quels moyens seront déployés par le ministère de la Sécurité publique pour s'assurer que les policiers seront informés de la nouvelle disposition d'ordonnance de protection civile et qu'ils recevront la formation adéquate pour en comprendre les spécificités		12
QP2-011	Quels moyens seront mis en oeuvre pour s'assurer que les policiers disposeront via le CRPQ des informations nécessaires pour intervenir en cas de contravention à une ordonnance de protection civile		13
QP2-012	Lister les mandats, études et rapports concernant les brouilleurs d'onde dans les établissements de détention du Québec. Liste aussi les rencontres faites dans les cinq dernières années à ce sujet, la date et la liste des personnes présentes.		14
QP2-013	Lister les mandats, études et rapports concernant la délinquance juvénile, plus précisément le recrutement des jeunes dans les groupes criminalisés.		15
QP2-014	Quelles actions ont été entreprises dans les trois dernières années pour la prévention de la délinquance juvénile. Détaillez les montants accordés pour chaque programme et la liste des initiatives et organismes financées par le ministère.	QP1-016	-
QP2-015	Durant les cinq dernières années, combien de jeunes délinquants ont bénéficié du programme de "garde discontinue préventive" en lien avec la loi sur les jeunes contrevenants? Listez aussi les montants qui ont été dédiés à cette mesure et, le cas échéant, les mandats, études et rapports réalisés par le ministère sur ce programme		16
QP2-016	Quels montants ont été dépensés par le ministère dans les trois dernières années écoulées afin de contester les jugements de la Cour du Québec au sujet des interpellations routières aléatoires		17
QP2-017	Listez les mandats, rapports et études sur la sécurité (ou le sentiment de sécurité) des femmes et des filles dans les grandes villes et dans le métro de Montréal		18
QP2-018	Quelles sommes ont été affectées directement par le ministère à des mesures de sécurisation de la frontière à la suite de l'élection de Donald Trump aux USA? Détaillez selon le type de mesures.	SQ	-
QP2-019	Quelle quantité de fentanyl a été saisi à la frontière québécoise dans les cinq dernières années et combien d'arrestations ont été faites à ce sujet? Ventilez par année.	SQ	-
QP2-020	Combien de passages clandestins ont été enregistrés de part et d'autre de la frontière entre Québec et les USA dans les cinq dernières années		19
QP2-021	Listez la liste des organismes et initiatives qui ont reçu des sommes issues des produits de la criminalité. Quel pourcentage des sommes a été dédié à la prévention?	QP1-016	-
QP2-022	Toutes les sommes accordées aux corps de police sur les communautés, ventilées par corps de police, pour 2023-2024 et 2024-2025. Préciser le détail de ces sommes.	QP1-054	-

QP2-023	Sur l'équipe dédiée aux relations avec les communautés autochtones, pour chacune des 11 communautés autochtones desservies, veuillez donner le détail des actions, de mesures et dépenses engendrées en 2024-2025.	SQ	-
QP2-024	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ en 2024-2025, donner : a. le nombre de plaintes provenant de résidents d'un territoire d'une communauté, i. si possible, ventiler par type de crime ou de méfaits invoqués b. le nombre d'interventions de la SQ sur le territoire d'une communauté à la suite d'une plainte, c. le nombre de dossiers ouverts suivant une intervention sur le territoire d'une communauté, ventiler par mois	SQ	-
QP2-025	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ, veuillez donner le nombre d'appels au 9-1-1 provenant de résidents du territoire d'une communauté autochtone, ventiler par mois.	SQ	-
QP2-026	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ. Pour 2024-2025, donner : a. les protocoles opérationnels concernant les interventions des agents de la SQ sur le territoire de la communauté, b. tout manuel d'opérations, lignes directrices ou documents explicatifs sur les pouvoirs d'enquête, d'interventions ou d'arrestations des policiers de la SQ, c. tout manuel ou directive au sujet des activités d'enquête, d'interceptions ou d'arrestations faites par les policiers de la SQ sur le territoire de la communauté.	SQ	-

Question **001**

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes.

Question **002**

Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social ». Inclure les études et les rapports produits par ce comité.

Ce comité ne nécessite aucun financement, il n'y a donc aucune dépense engagée.

Question **005**

Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe.

Corps de police ¹	Région administrative	Nombre de policiers issus des minorités visibles et ethniques au 31 décembre 2023 ²		
		Femmes	Hommes	Total
Blainville	Laurentides	0	1	1
Bromont	Estrie	0	0	0
Châteauguay	Montérégie	2	7	9
Gatineau	Outaouais	2	9	11
Granby	Estrie	0	0	0
L'Assomption–Saint-Sulpice	Lanaudière	0	2	2
Laval	Laval	12	32	44
Lévis	Chaudière-Appalaches	0	0	0
Longueuil	Montérégie	13	36	49
Mascouche	Lanaudière	0	2	2
Memphrémagog (régie)	Estrie	0	0	0
Mercier	Montérégie	0	0	0
Mirabel	Laurentides	3	7	10
Montréal	Montréal	142	518	660
MRC des Collines-de-l'Outaouais	Outaouais	0	0	0
Québec	Capitale-Nationale	8	18	26
Lac des Deux-Montagnes (régie)	Laurentides	0	1	1
Roussillon (régie)	Montérégie	2	3	5
Repentigny	Lanaudière	1	5	6
Richelieu–Saint-Laurent (régie)	Montérégie	3	6	9
Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	NC	NC	NC
Saint-Eustache	Laurentides	0	3	3
Saint-Jean-sur-Richelieu	Montérégie	1	3	4
Saint-Jérôme	Laurentides	0	0	0

Question **005**

Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe.

Sherbrooke	Estrie	0	3	3
Terrebonne	Lanaudière	5	14	19
Thérèse-De Blainville (régie)	Laurentides	0	0	0
Trois-Rivières	Mauricie	0	0	0
Total	—	194	670	864
Sûreté du Québec	—	39	105	144
Grand total	—	233	775	1 008

¹ Le Service de police de la Ville de Thetford Mines a été aboli le 22 mars 2023. Les services policiers sur le territoire de cette ville sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.

² Il s'agit des données de 2023 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2024 seront traitées à partir de juillet 2025.

NC : Donnée non compliée

Question **006**

La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.

Mesures législatives

La *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues* (projet de loi n° 14) a été sanctionnée le 5 octobre 2023. Elle constitue une avancée significative dans les efforts déployés par le gouvernement pour moderniser les lois qui encadrent divers éléments touchant à la sécurité publique. Cette sanction a entraîné plusieurs retombées qui avaient entre autres comme objectifs d'accroître l'efficacité de l'activité policière et de renforcer la confiance du public envers la police. Elle prévoyait plusieurs mesures découlant du rapport du Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP). Parmi ces mesures, mentionnons :

- L'édiction de la Loi visant à aider à retrouver les personnes disparues, qui offre aux policiers de nouveaux moyens d'action pour agir rapidement lors d'une disparition en leur permettant d'accéder à des renseignements personnels cruciaux;
- La modernisation de la mission policière en mettant de l'avant la concertation et le partenariat, de façon à favoriser l'efficacité des actions policières;
- L'établissement de l'indépendance des corps de police et de leurs membres, dans la Loi sur la police, d'agir en toute indépendance dans la conduite des enquêtes et des interventions policières, hors de toute ingérence;
- Plusieurs mesures visant à prévenir et à lutter contre le racisme et le profilage racial incluant l'obligation pour le ministre de la Sécurité publique d'établir une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières;
- L'établissement d'une voie d'entrée latérale à la fonction d'enquêteur policier permettant le recrutement par les corps de police de policiers-enquêteurs issus du milieu civil dans certains domaines d'enquête déterminés par règlement du gouvernement;
- La révision du système de déontologie policière notamment par l'ajout d'une fonction de prévention pour le Commissaire à la déontologie policière, l'établissement d'un processus de signalement, la révision des sanctions et l'établissement de mesures de réparation;
- Le renforcement des mécanismes d'enquête indépendante du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) sur une intervention policière ou une détention par un corps de police, notamment en précisant que l'objectif de l'enquête indépendante est de faire la lumière sur l'événement et les circonstances qui l'entourent avec impartialité et transparence et en permettant au directeur du BEI de mettre fin à une enquête indépendante s'il est convaincu que l'intervention policière n'a pas contribué au décès ou à la blessure grave.

En décembre 2022, le *projet de loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions* a été présenté à l'Assemblée nationale. Cette loi a été sanctionnée le 4 avril 2023 et les dispositions concernant le partage de renseignements en contextes de sécurité publique sont entrées en vigueur à l'été 2024. Elle introduit des modifications législatives visant à revoir les mécanismes de partage d'informations entre les intervenants de la santé et des services sociaux et les policiers. Ces modifications s'inscrivent dans le contexte des travaux relatifs à la recommandation 7 du CCRP. Elle propose quatre grandes mesures, soient :

- Élargir la portée des dispositions législatives encadrant le partage d'informations en contextes d'urgence;
- Favoriser la réussite des interventions policières en situation d'urgence, en prévoyant une immunité pour les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS), partageant de l'information de bonne foi aux policiers conformément aux dispositions prévues;

Question **006**

Suite

- Établir que les organismes du RSSS, ses employés et ses professionnels, peuvent partager les renseignements nécessaires aux fins d'une plainte, notamment, lorsque ceux-ci ou l'établissement de santé sont victimes d'une infraction de la part d'un usager;
- Permettre des interventions policières mieux adaptées, en phase avec les besoins de la personne visée, dans le but d'assurer la santé, le bien-être et la sécurité, dans différents contextes d'interventions policières de proximité et de prévention, notamment, en santé mentale, en itinérance et en violence conjugale;
- Conformément à son mandat, le comité interministériel a relancé ses travaux en mars 2024, pour mettre en place un mécanisme d'interprétation commun des nouvelles dispositions sous forme d'un guide. Ces travaux sont toujours en cours.

Mesures réglementaires

Les modifications apportées à la *Loi sur la police* par la Loi ont permis d'introduire de nouveaux pouvoirs réglementaires concernant notamment le contenu minimal d'un règlement de discipline interne, la formation continue des policiers, ainsi que les domaines dans lesquels une personne qui n'est pas diplômée de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) peut être embauchée à titre de policier pour exercer des fonctions d'enquête dans un corps de police autre qu'un corps de police spécialisé ainsi que les critères de sélection et les qualités minimales pour être embauchée à ce titre. Plusieurs travaux visant l'élaboration de ces règlements sont en cours.

Mesures administratives

Le MSP poursuit l'analyse et la mise en œuvre d'autres recommandations qui pouvaient aller de l'avant de façon administrative, de concert avec ses partenaires policiers, notamment. Parmi les principales recommandations mises en œuvre au cours de la dernière année, notons :

- Depuis septembre 2024, l'ENPQ tient des formations dans son nouveau campus à Montréal. Cette mesure donne suite à la recommandation 56 « Implanter à Montréal une antenne de l'École nationale de police du Québec pour les formations continues exigeant la présence en classe »;
- La formation d'un Comité de travail sur la mesure de la performance de la police et de la satisfaction des citoyens à leur égard afin de déterminer des indicateurs de performance qualitatifs et quantitatifs pertinents, fiables et bien documentés pour les services policiers québécois, ce qui répond à la recommandation 126 du CCRP. Le Comité a finalisé ses travaux au printemps 2024 et les indicateurs sont actuellement en élaboration.
- La *Ligne directrice sur la requalification des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques*, entrée en vigueur le 24 janvier 2025, donne suite aux recommandations 65 à 67, lesquelles portaient sur les éléments de la pratique policière devant faire l'objet d'une requalification périodique et le cycle de requalification pour chacun d'entre eux.

Question **009**

Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

Question **010**

Quels moyens seront déployés par le ministère de la Sécurité publique pour s'assurer que les policiers seront informés de la nouvelle disposition d'ordonnance de protection civile et qu'ils recevront la formation adéquate pour en comprendre les spécificités.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **011**

Quels moyens seront mis en œuvre pour s'assurer que les policiers disposeront via le CRPQ des informations nécessaires pour intervenir en cas de contravention à une ordonnance de protection civile.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **012**

Lister les mandats, études et rapports concernant les brouilleurs d'onde dans les établissements de détention du Québec. Liste aussi les rencontres faites dans les cinq dernières années à ce sujet, la date et la liste des personnes présentes.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **013**

Lister les mandats, études et rapports concernant la délinquance juvénile, plus précisément le recrutement des jeunes dans les groupes criminalisés.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **015**

Durant les cinq dernières années, combien de jeunes délinquants ont bénéficié du programme de “garde discontinue préventive” en lien avec la loi sur les jeunes contrevenants? Listez aussi les montants qui ont été dédiés à cette mesure et, le cas échéant, les mandats, études et rapports réalisés par le ministère sur ce programme.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **016**

Quels montants ont été dépensés par le ministère dans les trois dernières années écoulées afin de contester les jugements de la Cour du Québec au sujet des interpellations routières aléatoires.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **017**

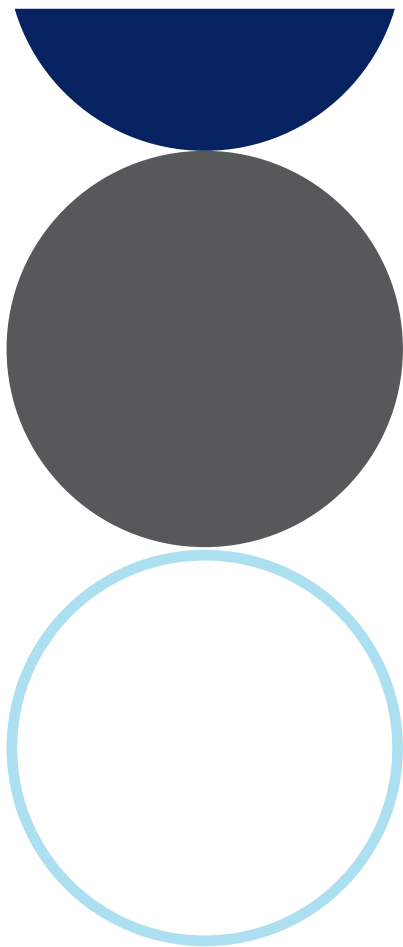
Listez les mandats, rapports et études sur la sécurité (ou le sentiment de sécurité) des femmes et des filles dans les grandes villes et dans le métro de Montréal.

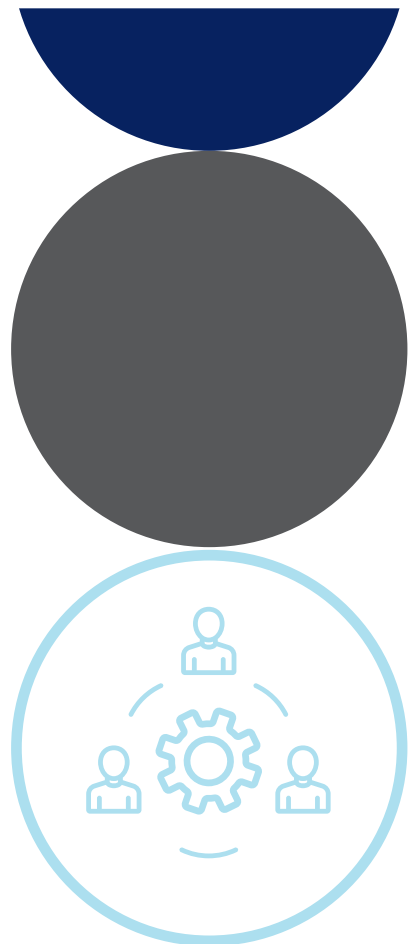
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **020**

Combien de passages clandestins ont été enregistrés de part et d'autre de la frontière entre Québec et les USA dans les cinq dernières années.

Cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.





Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU ORGANISME RÉPONDANT	PAGE
QP3-001	Indiquer les sommes dépensées en 2024-2025 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	QP1-001	0-
QP3-002	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.		11
QP3-003	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant le Taser.	QP1-067	-
QP3-004	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	QP1-002	-
QP3-005	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2024-2025 qui n'ont pas été reconduits en 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis.		12
QP3-006	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2024-2025.		13
QP3-007	Pour l'année 2024-2025, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		14
QP3-008	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		15
QP3-009	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		16
QP3-010	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2024-2025 et comparaison avec les quatre années précédentes.		17
QP3-011	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2024-2025.		18
QP3-012	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2024-2025.		19
QP3-013	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2024-2025, en incluant les coûts.	QG-043	-
QP3-014	La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces auprès des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010,	SQ	20

QP3-015	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2024-2025.	QP1-003	-
QP3-016	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		21
QP3-017	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a. Au 1er mars 2025, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'UPAC pour 2024-2025; c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2025; e. Bilan des activités de l'UPAC; f. Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	CLCC	-
QP3-018	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.		22
QP3-019	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.		23
QP3-020	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.		24
QP3-021	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	QP1-023	-
QP3-022	État de situation de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.		25
QP3-023	Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.		26
QP3-024	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subventions pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subventions pour 2024-2025.	QP1-040	-
QP3-025	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.		27
QP3-026	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.		29
QP3-027	État de situation au 31 mars 2025 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a. Le budget pour chacune des années; b. L'évolution du nombre d'employés; c. Une liste des interventions pour chacune des années; d. Tout autre document pertinent	QP1-056	-
QP3-028	Pour l'année 2024-2025, ventilation des sommes consacrées à la nouvelle Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, l'opération Centaure; prévisions pour 2025-2026.	QP1-030 et QP1-031	-
QP3-029	Nombre d'armes à feu perquisitionné à Montréal depuis 2019, ventilé par la provenance de ces armes à feu.		33

QP3-030	Portrait des crimes violents et par armes à feu sur le territoire de Montréal depuis 2019.		34
QP3-031	Portrait du besoin d'effectif au SPVM, ventilé par catégorie d'emploi. Prévision pour 2025-2026.		35
QP3-032	Portrait des interventions concernant la crise des opioïdes à Montréal depuis 2019.		36
QP3-033	Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé à Montréal depuis 2019.	QP3-040	-
QP3-034	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2024-2025.	SQ	-
QP3-035	Coûts reliés à l'opération du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.		37
QP3-036	Nombre d'armes enregistrées sur le site Internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2025.	QP1-017	-
QP3-037	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.		38
QP3-038	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2025.		39
QP3-039	Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions		40
QP3-040	Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019.		41
QP3-041	Portrait du besoin d'effectif à la SQ, ventilé par catégorie d'emploi et par région. Prévision pour 2025-2026.	SQ	-
QP3-042	Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019.		42
QP3-043	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026.	SQ	-
QP3-044	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2025, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	-
QP3-045	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2025.	SQ	-
QP3-046	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2025.	SQ	-
QP3-047	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2024-2025 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2024 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	-
QP3-048	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	-
QP3-049	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2024-2025.	SQ	-
QP3-050	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	-
QP3-051	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	-

QP3-052	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2024-2025.	SQ	-
QP3-053	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2024-2025, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	-
QP3-054	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2024-2025.	SQ	-
QP3-055	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	-
QP3-056	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
QP3-057	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
QP3-058	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2024-2025, et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2025-2026.	SQ	-
QP3-059	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a. Au 31 mars 2025, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'EILP pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026; c. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2025; d. Bilan des activités de l'EILP.	SQ	-
QP3-060	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	SQ	-
QP3-061	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2024-2025 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	-
QP3-062	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	-
QP3-063	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	-
QP3-064	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	-
QP3-065	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2024-2025.	QP1-171	-
QP3-066	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2024-2025.	QP1-172	-
QP3-067	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.		44
QP3-068	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.		45
QP3-069	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.		45
QP3-070	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.		46

QP3-071	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2025; ventilation par condamné et prévenu.	QP1-178	-
QP3-072	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	QP1-181	-
QP3-073	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2024-2025.	QP1-182	-
QP3-074	Depuis 2008-2009, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par centre de détention en 2024-2025	QP1-183	-
QP3-075	Depuis 2008-2009, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	QP1-184	-
QP3-076	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2011.	QP1-185	-
QP3-077	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention en 2024-2025.	QP1-173	-
QP3-078	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2011-2012.	QP1-186	-
QP3-079	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière depuis 2011-2012.	QP1-187	-
QP3-080	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-189	-
QP3-081	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-196	-
QP3-082	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.	QP1-197	-
QP3-083	Depuis 2011-2012, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	QP1-200	-
QP3-084	Depuis 2011-2012, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	QP1-199	-
QP3-085	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2011-2012 et par région administrative.	QP1-202	-
QP3-086	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2011-2012.	QP1-202	-
QP3-087	Le coût des roulottes dans les prisons depuis 2011-2012, par année financière et par prison.	QP1-203	-
QP3-088	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2016.		47
QP3-089	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.		47

QP3-090	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2024-2025 et de celles prévues en 2025 2026 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	QP1-204	-
QP3-091	Depuis 2011-2012, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	QP1-205	-
QP3-092	Depuis 2011-2012, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	QP1-206	-
QP3-093	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	QP1-209	-
QP3-094	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	QP1-054	-
QP3-095	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	QP1-063	-
QP3-096	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	QP1-058	-
QP3-097	Depuis 2011-2012, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	QP1-157	-
QP3-098	Pour l'année 2024-2025, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	QP1-059	-
QP3-099	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2024 2025.	QP1-217	-
QP3-100	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2024-2025		48
QP3-101	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2024-2025.	QP1-065	-
QP3-102	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2013-2014, et ce, par année.	QP1-067	-
QP3-103	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2013-2014, par année financière, par corps policier et par région.	QP1-067	-
QP3-104	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2013-2014.	QP1-067	-
QP3-105	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2013-2014.	QP1-067	-
QP3-106	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	QP1-077	-
QP3-107	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2011-2012.	QP1-080	-
QP3-108	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2024-2025.		49
QP3-109	Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possibilité d'ingérence étrangère dans les élections du Québec depuis 2011;		50
QP3-110	Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possible menace à la démocratie québécoise depuis 2011;		51
QP3-111	Liste et copie des études et des analyses faites concernant les menaces possibles à la démocratie québécoise depuis 2010;	QP3-110	-

QP3-112	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	QP1-081	-
QP3-113	Sommes ventilées, accordées depuis 2008-2009, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2025-2026. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2011-2012, et effectif prévu cette année.	QP1-082	-
QP3-114	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	QP1-061	-
QP3-115	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	BC	-
QP3-116	Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		52
QP3-117	Au 31 mars 2025, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		53
QP3-118	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	QP1-230	-
QP3-119	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour les trois dernières années. prévisions pour 2025-2026.	QP1-235	-
QP3-120	État de situation au 31 mars 2025 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2024 2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026. Ventiler la mise en œuvre par : a. orientation de la Politique; b. objectif de la Politique; c. ministère de mise en œuvre; d. résultats atteints en 2024-2025 et en 2025-2026; e. échéancier et actions de mise en œuvre pour 2024-2025 et 2025-2026 ; f. budget pour chaque action; g. tout document produit à cet effet.	QP1-236	-
QP3-121	Fournir la liste des demandes de soutien financier pour la formation de pompiers, par municipalité, le montant de l'aide octroyée, ventilé par type de formation et par municipalité, et, le cas échéant, le motif du refus. Fournir les prévisions pour 2025-2026.	QP1-023	-
QP3-122	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2024-2025, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	BC	-
QP3-123	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2024-2025.	BC	-
QP3-124	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations prévues.	BC	-
QP3-125	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2016 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	BC	-
QP3-126	La liste des enquêtes terminées en 2024-2025 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	BC	-
QP3-127	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2025 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	BC	-

QP3-128	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2024-2025.	BC	-
QP3-129	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2024-2025.	COMDP	-
QP3-130	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	COMDP	-
QP3-131	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2024-2025 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	-
QP3-132	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2024-2025 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	-
QP3-133	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	-
QP3-134	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2024-2025.	TADP	-
QP3-135	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations prévues.	TADP	-
QP3-136	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2024-2025.	TADP	-
QP3-137	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2025, par catégorie et par origine.	TADP	-
QP3-138	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	TADP	-
QP3-139	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026.	CQLC	-
QP3-140	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2024-2025, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	CQLC	-
QP3-141	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2024-2025 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	-
QP3-142	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncements et des décisions de la commission pour la période 2024-2025.	CQLC	-
QP3-143	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	CQLC	-
QP3-144	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2024-2025.	QP1-268	-
QP3-145	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2024 2025 ainsi que les augmentations prévues.	QP1-268	-
QP3-146	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	QP1-272	-
QP3-147	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	QP1-273	-
QP3-148	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2024-2025 et montant de la subvention prévue pour 2025-2026.	QP1-274	-
QP3-149	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2024-2025	RACJ	-

QP3-150	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	-
QP3-151	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2024-2025.	RACJ	-
QP3-152	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2024-2025, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
QP3-153	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2024-2025, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
QP3-154	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2024-2025.	RACJ	-
QP3-155	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2011-2012, par année financière.	RACJ	-
QP3-156	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2024-2025.	RACJ	-
QP3-157	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2024-2025, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	-
QP3-158	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2011-2012, et ce, par année financière.	RACJ	-
QP3-159	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	RACJ	-
QP3-160	Subvention versée par le MSP depuis 2005-2006, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.		54
QP3-161	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2024-2025, par région.	QP1-301	-
QP3-162	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2024-2025.	QP1-302	-
QP3-163	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	-
QP3-164	Budget alloué au BEI pour l'année 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	BEI	-
QP3-165	Effectif du BEI en date du 31 mars 2025. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	-
QP3-166	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2024-2025.	BEI	-
QP3-167	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.		55
QP3-168	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2025, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2025-2026 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	SQ	-

Question **002**

Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Veillez vous référer au rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.

Question **005**

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2024-2025 qui n'ont pas été reconduits en 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2024-2025.

Question **006**

Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2024-2025

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2024-2025.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2025-2026

Question **007**

Pour l'année 2024-2025, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Veillez vous référer au cahier de chacun des organismes.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2025-2026

Question **008**

Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Bureau du sous-ministre	1
Sous-ministériat des services à la gestion	3
Sous-ministériat des services correctionnels	42
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	0
Sous-ministériat de la coordination et de la lutte contre la criminalité	0
Sous-ministériat de l'organisation policière et des services de sécurité	14
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	1
TOTAL	61

Au 31 janvier 2025

Source : EI SAGIR – Rapports sur les départs et sur les effectifs et réserves

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Question **009**

Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, 6 employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Bureau du sous-ministre	-
Sous-ministériat des services à la gestion	-
Sous-ministériat des services correctionnels	3
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1
Sous-ministériat de la coordination et de la lutte contre la criminalité	-
Sous-ministériat de l'organisation policière et des services de sécurité	2
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	-
TOTAL	6

Au 31 janvier 2025

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition
Étude des crédits 2025-2026

Question **010**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2024-2025.

Entités	Période de référence 2024-2025		
	Nombre total employés	Nombre employés occasionnels	%
Bureau du sous-ministre	102	4	4 %
Sous-ministériat des services à la gestion	529	12	2 %
Sous-ministériat des services correctionnels	4 492	247	5 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	257	19	7 %
Sous-ministériat de la coordination et de la lutte contre la criminalité	57	2	4 %
Sous-ministériat de l'organisation policière et des services de sécurité	613	28	5 %
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	324	10	3 %
Total	6 374	322	5 %

Au 31 janvier 2025

Source : Rapport EI Effectifs et réserve

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Question **011**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2024-2025.

Entités	Période de référence 2024-2025		
	Nombre d'employés occasionnels auxquels sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nombre d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
Bureau du sous-ministre	4	0	0 %
Sous-ministériat des services à la gestion	21	9	43 %
Sous-ministériat des services correctionnels	465	218	47 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	40	21	53 %
Sous-ministériat de la coordination et de la lutte contre la criminalité	3	1	33 %
Sous-ministériat de l'organisation policière et des services de sécurité	113	85	75 %
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	10	0	0 %
TOTAL	656	334	51 %

Au 31 janvier 2025

Source : EI SAGIR – Rapport sur les nominations, les historiques d'affectation et les effectifs.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Question **012**

Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2024-2025

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **014**

La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces auprès des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

Question **016**

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/acces-information/depenses-du-ministere-de-la-securite-publique#c189046
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/la-regie/acces-a-linformation/diffusion-de-documents.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE (TADP)	https://tadp.gouv.qc.ca/acces-et-diffusion-de-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://upac.gouv.qc.ca/decouvrir-upac/documentation/diffusion-depenses
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-de-linformation

Question **018**

Fournir toute étude, tout document ou toute analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **019**

Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Aucune somme n'y a été consacrée depuis le 20 août 2015. Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Question **020**

Toute étude, tout document ou toute analyse en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Aucune étude, document ou analyse portant spécifiquement sur l'entrée en vigueur de cette loi n'ont été réalisés.

Question **022**

Bilan et état de situation de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.

Cette question relève du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

Question **023**

Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.

Cette question relève du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

Question **025**

Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

Organismes	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2024-2025
Grand total	1 418 230 \$
Région 01 - Bas-Saint-Laurent	
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	42 000 \$
Total Bas-Saint-Laurent	42 000 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Toxic-Actions	75 000 \$
Maison d'hébergement l'Issue	75 000 \$
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	150 000 \$
Région 03 - Capitale-Nationale	
Projet Intervention Prostitution Québec	75 000 \$
YWCA de Québec	73 030 \$
TRAIC Jeunesse	59 800 \$
Projet L.U.N.E	74 715 \$
Total Capitale-Nationale	282 545 \$
Région 06 - Montréal	
RAP Jeunesse	75 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	70 000 \$
Action prévention Verdun	74 575 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	75 000 \$
Les YMCA du Québec (Premier arrêt)	58 655 \$
Le PlaMP	75 000 \$
Spectre de rue	75 000 \$
Centre communautaire Petite-Côte	67 555 \$
L'Anonyme	75 000 \$

Question **025**

Suite

	Total Montréal	645 785 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
CALACS l'espoir des Îles		75 000 \$
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	75 000 \$
Région 14 - Lanaudière		
CALACS La Chrysalide		72 900 \$
	Total Lanaudière	72 900 \$
Région 16 - Montérégie		
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil Inc.		75 000 \$
	Total Montérégie	75 000 \$
Région 17 - Centre-du-Québec		
La Rue Bécancour		75 000 \$
	Total Centre-du-Québec	75 000 \$

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Question **026**

Fournir un état de situation pour les trois actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030 (PEV)

ACTION DU PEV 2030	Projet	Description du projet	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire	Montant déboursé 2024-2025 (en \$)
A1-100 (3.1.3.1)	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières			
	Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion et à la submersion côtières	Déterminer les marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les municipalités régionales de comté (MRC) suivantes : Rimouski-Neigette, Les Basques, Rivière-du-Loup, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix, Charlevoix-Est et l'île d'Anticosti. Une mise à jour des taux de déplacement est également réalisée pour la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine et les MRC d'Avignon et de Bonaventure.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	800 000 \$
	Projections futures de la hausse du niveau de la mer pour le Québec maritime et évaluation des conséquences en appui à la détermination des marges de sécurité et à l'adaptation aux changements climatiques	Reconstituer les variations du niveau marin relatif dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, mieux comprendre les causes de ces variations et mieux modéliser les projections de la hausse du niveau de la mer à l'échelle régionale dans le futur.	UQAR	550 000 \$
	Quantifier et modéliser les effets de la réduction du couvert de glace sur l'intensité de l'érosion et de la submersion côtières	Formuler des recommandations sur les ajustements à apporter pour la cartographie des zones exposées à l'érosion et la submersion côtières pour tenir compte de la réduction du couvert de glace associée au réchauffement climatique.	UQAR	650 000 \$
TOTAL ACTION A1-100				2 000 000 \$
A1-110 (3.1.3.3)	Planter des solutions d'adaptation pour l'érosion et la submersion côtières			
	Matane - secteur Matane-sur-Mer	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur Matane-sur-Mer	Ville de Matane	0 \$

Question **026**

Suite

	Matane - secteur Petit-Matane	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Petit-Matane	Ville de Matane	0 \$
	Notre-Dame-du-Portage	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la route du fleuve à l'ouest du quai	Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	0 \$
	Sainte-Anne-des-Monts	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières	Municipalité de Sainte-Anne-des-Monts	0 \$
	Sainte-Luce (Phase 2)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques	Municipalité de Sainte-Luce	1 500 000 \$
	Îles-de-la-Madeleine (secteur La Martinique)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur La Martinique	Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine	0 \$
	Saint-Ulric	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de l'avenue Ulric-Tessier à Saint-Ulric		3 500 000 \$
	Sainte-Félicité	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long du boulevard Perron à Sainte-Félicité		1 000 000 \$
	Métis-sur-Mer (secteur Les Boules)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue principale à Métis-sur-Mer dans le secteur Les Boules		0 \$
	Rimouski	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières à Rimouski		0 \$
	Baie-des-Sables	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de La Mer à Bais-des-Sables		0 \$
	Rivière-au-Tonnerre	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de La Mer à Rivière-au-Tonnerre		0 \$
TOTAL ACTION A1-110				6 000 000 \$
A1-160 (3.1.4.1)	Soutenir la réalisation d'appréciations de risques associés aux feux de forêt			
	Entente avec la Société de protection des forêts contre le feu (SOPEU)	Contrat de services de gré à gré		0 \$
TOTAL ACTION A1-160				0 \$

Question **026**

Suite

A1-170 (3.1.4.2)	Implanter des solutions d'adaptation pour les feux de forêt			
	Chibougamau	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Chibougamau		0 \$
	Chapais	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Chapais		0 \$
	Lebel-sur-Quévillon	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Lebel-sur-Quévillon		0 \$
	Gouvernement régional Eeyou Itschee Baie-James	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt sur le territoire du Gouvernement régional Eeyou Itschee Baie-James		0 \$
	Saint-Lambert	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la paroisse de Saint-Lambert		0 \$
	Normétal	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Normétal		0 \$
	Sept-Îles	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt à Sept-Îles		0 \$
	La Tuque	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de La Tuque		0 \$
	Senneterre	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Senneterre		0 \$
	Val-d'Or	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Val-d'Or		0 \$
	Port-Cartier	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Port-Cartier		0 \$
	Matagami	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Matagami		0 \$
	Albertville	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité d'Albertville		0 \$

Question **026**

Suite

	Fernand-Boileau	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Fernand-et-Boileau		0 \$
	Godbout	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans le village de Godbout		0 \$
	Baie-Trinité	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans le village de Baie-Trinité		0 \$
TOTAL ACTION A1-170				0 \$
A1-120 (3.5.1.2)	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières sur les côtes du Nunavik et d'Eeyou Istchee Baie-James, en climat futur			
	Analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	Analyser les dynamiques et aléas littoraux du Nunavik pour améliorer l'état de préparation des communautés face aux risques liés aux changements climatiques, incluant les risques de sinistres.		500 000 \$
TOTAL ACTION A1-120				500 000 \$
GRAND TOTAL				8 500 000 \$

Question **029**

Nombre d'armes à feu perquisitionné à Montréal depuis 2019, ventilé par la provenance de ces armes à feu.

Cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Question **030**

Portrait des crimes violents et par armes à feu sur le territoire de Montréal depuis 2019.

Cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Question **031**

Portrait du besoin d'effectif au SPVM, ventilé par catégorie d'emploi. Prévion pour 2025-2026.

Cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Question **032**

Portrait des interventions concernant la crise des opioïdes à Montréal depuis 2019.

Cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2025-2026

Question **035**

Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant :

- a) coûts pour l'exercice 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026;
- b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF;
- c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs;
- d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.

	Projet de développement informatique (\$)	Évolution TI (\$)	Opérations (prise d'inventaire) (\$)	Dépenses communications (\$)	Autres dépenses (\$)	Total (\$)
Coûts estimés pour l'exercice 2024-2025 ¹ :	0	72 638	4 009 607	9 046	18 125	4 109 416

¹ Les coûts représentent une projection au 31 mars 2025.

Question **037**

Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.

Lors de la mise en place du Fichier d'immatriculation des armes à feu, le ministère de la Sécurité publique a fixé à au moins 1,3 million le nombre d'armes à feu à être immatriculées au 31 mars 2021.

Cet objectif a été atteint en octobre 2020. Au 31 janvier 2025, près de 1,69 million d'armes à feu sans restriction ont été inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu depuis sa mise en place.

Question **038**

Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2025.

Notons que seules les armes à feu sans restriction, soit les armes d'épaule principalement utilisées pour la chasse, sont visées par la Loi sur l'immatriculation sur les armes à feu (LIAF). Selon les données provenant du Système canadien d'information relativement aux armes à feu fournies par le Bureau du contrôleur des armes à feu au 28 février 2015, 1,6 million d'armes à feu sans restriction étaient enregistrées sur le territoire du Québec lors de la suppression de l'obligation d'enregistrer les armes sans restriction au Québec.

Dans ce contexte, il est difficile d'estimer précisément le nombre total d'armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec en date d'aujourd'hui. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) a été mis en place.

L'abolition du registre fédéral a créé une discontinuité dans la mesure du nombre d'armes à feu sans restriction en circulation au Québec. Cependant, plus les propriétaires d'armes à feu demandent l'immatriculation de leurs armes comme le prévoit la loi, plus le portrait se précise. Au 31 janvier 2025, 1 689 340 armes à feu sans restriction ont été inscrites au FIAF depuis sa mise en place.

Question **039**

Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas le nombre d'armes à feu récupérées par les corps de police du Québec depuis 2019. Toutefois, le MSP détient le nombre d'armes à feu saisies pour la période du 1^{er} octobre 2021 au 31 décembre 2024 par les corps de police de niveau 3 et plus dans le cadre de dossiers de violence armée liée aux groupes criminels. Ces chiffres ne représentent qu'une partie des armes à feu saisies au Québec.

Corps de police	Nombre d'armes à feu saisies du 1 ^{er} octobre 2021 au 31 décembre 2024
Sûreté du Québec (structure nationale de lutte contre le crime organisé)	1265
Service de police de la Ville de Montréal (Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF))	182
Service de police de Laval (Équipe spécialisée en armes à feu de l'Escouade crime organisé)	150
Service de police de l'agglomération de Longueuil (Brigade d'intervention multidisciplinaire)	54
Service de police de la Ville de Québec (Projet MALSAIN)	104
Service de police de la Ville de Gatineau	50
Total	1 805

Question **040**

Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019

Corps de police	Nombre d'interventions policières menées auprès d'une personne présentant un problème de santé mentale ¹					
	2019	2020	2021 ²	2022	2023	2024 ³
Corps de police municipaux (niveau 1 à 4)	28 945	30 962	32 357	37 451	38 587	s. o.
Service de police de la Ville de Montréal	± 100/jour	± 100/jour	13 726	16 269	17 278	s. o.
Sûreté du Québec	20 115	23 051	24 211	25 270	27 335	s. o.

¹ Il s'agit d'une transposition d'information transmise par les corps de police par l'entremise du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Ce dernier est rempli annuellement par les corps de police.

² Lors de l'édition de 2021 du Questionnaire, des précisions ont été apportées à la question afin d'aider à uniformiser et préciser la donnée. Le Service de police de la Ville de Montréal a ainsi été en mesure de mieux circonscrire dans ses systèmes les interventions en santé mentale effectuées en 2021 comparativement aux années précédentes.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2024 non disponibles.

Au 31 janvier 2025

Question **042**

Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019

Le ministère de la Sécurité publique mesure actuellement la violence armée à l'aide de deux données : (1) le nombre de personnes blessées ou tuées par arme à feu et (2) le nombre d'infractions contre la personne au *Code criminel* se rapportant explicitement au fait de décharger une arme à feu avec une intention particulière, de braquer une arme à feu et à l'usage d'une arme à feu lors de la perpétration d'un acte criminel, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime.

Tableau 1 : Nombre de victimes d'infractions contre la personne, blessées par arme à feu, Québec, 2019 à 2023 p

Année	Nombre de victimes
2019	146
2020	196
2021	182
2022 ^a	152
2023 ^p	99

a : données actualisées p : Données provisoires

Tableau 2 : Nombre d'infractions contre la personne impliquant une arme à feu (*UBD : usage, braquage, décharge*), mais n'ayant pas causé de blessures par arme à feu, Québec, 2019 à 2023 p

Année	Nombre d'infractions
2019	325
2020	446
2021	580
2022 ^a	642
2023 ^p	596

a : données actualisées p : Données provisoires

- Le nombre de victimes blessées ou tuées par arme à feu a augmenté de 34,2 % entre 2019 et 2020 (+50) pour ensuite diminuer de 7,1 % en 2021 (-14), de 16,5 % en 2022 (-30), et finalement de 34,9 % en 2023 (-53).
 - Le nombre de victimes blessées ou tuées par arme à feu est de 99 victimes en 2023, soit 47 de moins qu'en 2019.

Question **042** Suite

- Le nombre d'infractions contre la personne liées aux armes à feu, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime, a augmenté de 37,2 % entre 2019 et 2020 (+121), de 30,0 % en 2021 (+134), de 10,7 % en 2022 (+62), puis a diminué de 7,2 % en 2023 (-46).
 - Le nombre d'infractions contre la personne liées aux armes à feu, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime passe de 325 infractions en 2019 à 596 infractions en 2023, ce qui représente 271 infractions de plus en 2023 qu'en 2019.
- Les chiffres des tableaux 1 et 2 sont complémentaires (mutuellement exclusifs) : pour l'année 2023p, 695 affaires en lien avec la violence armée sont recensées au Québec. Pour l'année 2019, le total s'élevait à 471.
- Les données pour l'année 2024 seront disponibles à l'été 2025.

Question **067**

Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet

La construction des établissements de détention s'est terminée au cours des précédents exercices. Veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Question

068-

069

Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi - Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi

Les coûts pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de détention de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi pour l'année 2024-2025¹ sont de 51 939 \$.

Les coûts pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de détention de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi pour l'année 2024-2025¹ sont de 66 373 \$.

La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en heures supplémentaires, ainsi que les heures d'absences des agents de services correctionnels à temps complet affectés à cette activité.

¹ Au 31 janvier 2025.

Question **070**

État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Depuis juillet 2018, l'Établissement de détention d'Amos accueille la clientèle prévenue inuite en provenance du Nunavik selon l'entente signée avec l'Administration régionale Kativik et la Société Makivik.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, ce sont 399 prévenus qui ont été transportés vers l'Établissement de détention d'Amos par l'entremise de 39 ponts aériens.

Au total, ce sont 251 ponts aériens qui ont été réalisés entre le Nunavik et l'Établissement de détention d'Amos depuis le 1^{er} avril 2020.

Question

088-

089

La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnitug depuis cinq ans.
Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnitug pour l'année en cours.

Les coûts du projet s'élèvent à 25,6 M\$. Ce nouveau quartier cellulaire permet d'accueillir 34 personnes incarcérées.

La réception avec réserves du projet a eu lieu le 14 novembre 2023 et le MSP occupe le bâtiment depuis cette date.

Le 9 décembre 2024, l'entrepreneur *Fédération des coopératives du Nouveau-Québec Construction Inc.* confirme que toutes les déficiences ont été corrigées, à l'exception de la retouche de finition de peinture extérieure pour les éléments en acier galvanisé qui sera finalisée au printemps 2025.

Question **100**

Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2024-2025

Événements criminels liés aux fraudes électroniques¹, Québec, 2022 et 2023² : Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

Code d'événement	Année	Nombre de dossiers	Somme des pertes	Valeur maximum ³	Valeur minimum ⁴
Fraudes par ordinateur (21 613)	2022 ^a	2 973	35 037 803 \$	4 500 000 \$	7 \$
	2023 ^p	4 006	41 029 115 \$	3 000 000 \$	4 \$
	2024	Informations non disponibles pour le moment*			
Clonage de cartes de service (21 614)	2022 ^a	37	256 327 \$	112 000 \$	68 \$
	2023 ^p	37	44 503 \$	13 606 \$	50 \$
	2024	Informations non disponibles pour le moment*			

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

a : données actualisées p : données provisoires

*Données 2024 non disponibles. Le traitement des données 2024 sera effectué en mai 2025.

¹ Les montants estimés de fraudes sont une appréciation du policier selon les renseignements qui lui sont fournis par la victime.

² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

³ Valeur estimée de la fraude la plus élevée parmi toutes les fraudes recensées.

⁴ Valeur estimée de la fraude la plus basse parmi toutes les fraudes recensées pour lesquelles la valeur de la fraude est connue et supérieure à 0 \$.

Question **108**

Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2024-2025.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **109**

Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possibilité d'ingérence étrangère dans les élections du Québec depuis 2010.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **110**

Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possible menace à la démocratie québécoise depuis 2010.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **116**

Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

En raison de l'arrêt des mesures sanitaires le 12 mars 2022, aucun contrôle routier n'a été mis en place entre le 1 avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Question **117**

Au 31 mars 2025, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

En raison de l'arrêt des mesures sanitaires le 12 mars 2022, aucune amende n'a été remise entre le 1 avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Question **160**

Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

Le ministère ne verse plus de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, puisqu'il fait maintenant partie du portefeuille du ministère de la Sécurité publique.

Question **167**

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation

Les demandes d'accès à des documents ne sont pas transmises au cabinet ministériel pour approbation. Le seul cas d'exception vise les demandes d'accès à des documents produits par le cabinet ministériel ou produits pour le compte de celui-ci, pour lesquels le responsable de l'accès aux documents invoque la restriction établie par l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

